

**Comité préparatoire
de la Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2015**

20 avril 2012
Français
Original : anglais

Première session
Vienne, 30 avril-11 mai 2012

**Application de la résolution de 1995 et des résultats
des Conférences d'examen de 2000 et de 2010
sur le Moyen-Orient**

Dossier de travail présenté par l'Égypte

12-30421X (F)



Merçi de recycler 



1. Préoccupés par les graves implications et par la menace stratégique sérieuse que représentent les armes nucléaires au Moyen-Orient à l'égard de la paix et de la sécurité régionales et internationales, l'Égypte et les États de la région ont tenu à examiner cette question dans diverses instances dès 1974, à commencer par l'Assemblée générale, en préconisant la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, puis à la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), en demandant l'application des garanties de l'Agence au Moyen-Orient, et lors de plusieurs conférences des Parties chargées d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

2. Depuis 1974, l'Assemblée générale adopte chaque année des résolutions – sans procéder à un vote depuis 1980, reflétant l'approbation unanime des Membres des Nations Unies de leur objectif – appelant à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient et, depuis 1979, elle adopte chaque année des résolutions visant à écarter le risque de prolifération nucléaire dans la région. De nombreuses résolutions du Conseil de sécurité et de l'AIEA étudient la question depuis des décennies.

3. La prorogation du Traité pour une durée indéfinie à la Conférence de 1995 n'a été possible que dans le contexte de l'ensemble de mesures adoptées, comprenant trois décisions et une résolution cruciale : la résolution sur le Moyen-Orient. Tous les pays de la région, dont l'Égypte, ont estimé qu'il serait peu judicieux de proroger le Traité pour une durée indéfinie sans régler la question de l'existence d'armes nucléaires au Moyen-Orient, grâce à l'adhésion de tous les États de la région au Traité et à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires.

4. L'Égypte affirme vigoureusement le caractère interdépendant de l'ensemble des dispositions adoptées en 1995. La résolution sur le Moyen-Orient restera donc une partie intégrante et indivisible du Traité et de l'ensemble du processus d'examen, tant qu'elle n'aura pas été pleinement appliquée. Dans ce contexte, l'Égypte réaffirme que la crédibilité et la viabilité du Traité continueront d'être compromises, tant que l'un quelconque des éléments de l'ensemble de 1995 restera inappliqué. Si cette situation perdurait, l'intégrité du Traité serait menacée.

5. La résolution de 1995 sur le Moyen-Orient demandait à tous les États de la région qui ne l'avaient pas encore fait d'adhérer au Traité dès que possible et de soumettre leurs installations nucléaires au système de garanties intégrales de l'AIEA. Aujourd'hui, 17 années plus tard, Israël demeure le seul État du Moyen-Orient à ne pas avoir adhéré au Traité ni soumis ses installations nucléaires aux garanties intégrales de l'Agence. Les deux Conférences d'examen du Traité de 2000 et de 2010 ont réaffirmé clairement qu'il importait qu'Israël adhère au Traité et place toutes ses installations nucléaires sous les garanties généralisées de l'AIEA. Ce point a été rappelé également par de nombreuses résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale et de l'AIEA.

6. Les documents finaux des Conférences d'examen de 2000 et de 2010 ont réaffirmé l'importance de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient et ont reconnu que cette résolution resterait valide jusqu'à ce que ses buts et objectifs aient été atteints. Ils ont également déclaré que ce texte comptait parmi les éléments essentiels des résultats de la Conférence de 1995 sur lesquels l'on s'était fondé pour proroger le Traité en 1995 pour une durée indéfinie. L'importance fondamentale de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient dans le cadre du Traité a été soulignée par le fait que celle-ci constitue le thème de l'un des quatre plans d'action adoptés par la

Conférence d'examen de 2010, parallèlement aux trois autres plans d'action pour les piliers du Traité : le désarmement nucléaire, la non-prolifération et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

7. Il est important de noter que le Traité est l'instrument multilatéral juridiquement contraignant qui porte sur les défis à relever en matière de désarmement nucléaire et de prolifération des armes nucléaires. Pour traiter de l'application de la résolution sur le Moyen-Orient, il est donc prévu que le processus d'examen du Traité soit axé sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient conformément aux dispositions pertinentes du Traité et aux résultats des précédentes conférences d'examen. Pour ce qui est de ces liens avec le Traité et le cycle d'examen de cet instrument, la résolution sur le Moyen-Orient portait essentiellement sur la réalisation des objectifs ci-après :

- a) La création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient;
- b) L'adhésion au Traité, en tant qu'États non dotés des armes nucléaires, des pays de la région qui ne l'ont pas encore ratifié;
- c) La soumission de toutes les installations nucléaires du Moyen-Orient aux garanties intégrales de l'AIEA.

8. Depuis l'adoption de la résolution sur le Moyen-Orient en 1995, aucun résultat tangible sur le terrain n'a été réalisé pour ce qui est de son application et de la création rapide de la zone prévue. Cette situation existe en dépit du fait que la résolution de 1995 a exhorté les États parties au Traité, et en particulier les États dotés d'armes nucléaires, « à offrir leur coopération et à n'épargner aucun effort » en ce sens. Le Plan d'action de la Conférence d'examen de 2010 sur le Moyen-Orient a également souligné la responsabilité particulière qui incombe aux cinq États dotés d'armes nucléaires, et notamment aux trois États dépositaires qui ont coparrainé la résolution de 1995. En outre, le Plan d'action a fourni la réaffirmation par les États parties au Traité de « leur détermination à prendre toutes les mesures nécessaires, à titre individuel et collectif, pour appliquer rapidement la résolution de 1995. »

9. Pendant le cycle d'examen précédent, l'Égypte a soumis plusieurs documents de travail sur la question de l'application de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient à la Conférence d'examen de 2010, et à ses première, deuxième et troisième sessions du Comité préparatoire. (NPT/CONF.2010/WP.14, NPT/CONF.2010/PC.I/WP.13, NPT/CONF.2010/PC.II/WP.20, et NPT/CONF.2010/PC.III/WP.20). Les quatre documents de travail contenaient des recommandations de fond sur les mesures concrètes à prendre pour que ladite résolution soit appliquée dans son intégralité.

10. Le quatrième Plan d'action adopté lors la Conférence d'examen de 2010 a souligné qu'il importait de mettre en place un processus permettant d'appliquer pleinement la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient et, à cette fin, une série de mesures concrètes ont été appuyées à la Conférence. Parmi ces mesures, le Secrétaire général et les auteurs de la résolution de 1995 convoqueront en 2012, en consultation avec les États de la région, une conférence à laquelle prendront part tous les États du Moyen-Orient, en vue de la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive.

11. Le Plan d'action de 2010 a également prévu, en termes de mesures concrètes, la désignation par le Secrétaire général et les auteurs de la résolution de 1995, en consultation avec les États de la région, d'un facilitateur – qui sera chargé d'une mission spécifique – et la désignation d'un État qui accueillera la Conférence de 2012. Ces événements ont eu lieu en octobre 2011, près de 17 mois après l'adoption du Plan d'action. À cet effet, l'Égypte se réjouit de la désignation de la Finlande comme gouvernement hôte et de la nomination en qualité de facilitateur de Jaakko Laajava, avec lequel nous sommes heureux de travailler en ce sens conformément à son mandat tel qu'il est exposé dans le Document final de 2010.

12. La conférence de 2012 n'est certainement pas une fin en soi, mais a pour objectif de déclencher un processus soutenu et sérieux en vue de l'application intégrale de la résolution de 1995, en vue de la création de la zone, et comprenant des étapes et des mesures prises en ce sens dans des délais précis. En effet, le Plan d'action de 2010 envisage la Conférence de 2012 comme un moyen de parvenir à cette fin, et a mentionné les « mesures de suivi qui auront été convenues par les États de la région à la Conférence de 2012 », que le facilitateur permettra de mettre en œuvre. Le Plan d'action a également souligné que la Conférence de 2012 aura pour mandat la résolution de 1995.

13. La convocation en 2012 d'une conférence réussie sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive au Moyen-Orient fait partie intégrante de la mise en œuvre du Plan d'action adopté à la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité en 2010. Tout retard dans la convocation de la Conférence de 2012 – telle qu'elle a été stipulée dans le Plan d'action de 2010 qui a été adopté par consensus – mettrait sérieusement en danger la mise en œuvre globale de celle-ci, et représenterait un revers majeur.

14. Avec le facilitateur déjà nommé, le gouvernement hôte de la Conférence de 2012 déjà désigné et les consultations préparatoires à cet égard déjà conduites, le rapport du facilitateur pour la première session du Comité préparatoire à Vienne devrait ouvrir la voie à la finalisation rapide de toutes les questions de procédure concernant la convocation de la Conférence de 2012 par le Secrétaire général et les auteurs de la résolution de 1995. En outre, les dates de la Conférence de 2012 devraient bientôt être annoncées, afin de permettre aux États participants de se préparer correctement, de finaliser le programme et la structure de la Conférence, et de préparer la documentation générale telle que le prévoit le Plan d'action, ainsi que de fournir le financement nécessaire, au moyen du fonds créé par le gouvernement hôte (Finlande) et en rendant opérationnel le fonds d'affectation spéciale des Nations Unies qui a fait l'objet de discussions à la suite de la Conférence d'examen de 2010.

15. Suite à la première session du Comité préparatoire, la nécessité de passer directement à une phase de préparation technique et procédurale pour la Conférence elle-même se fera sentir, ainsi que la nécessité de renforcer les consultations avec les États participants, qui solliciteront des efforts supplémentaires au cours de la période comprise entre la première session du Comité préparatoire et la date de la Conférence elle-même, afin que celle-ci soit une réussite. Ainsi, il est nécessaire d'élaborer un mécanisme pour la préparation technique et procédurale en vue de la Conférence de 2012 et un suivi des progrès, au moyen d'un groupe préparatoire ad hoc, composé du Secrétaire général en qualité d'organisateur de la Conférence de 2012 (ou le facilitateur en son nom), la délégation arabe mandatée, les trois États

dépositaires, les États dotés d'armes nucléaires, ainsi que les autres États régionaux participants.

16. Une bonne préparation des questions techniques et procédurales liées à la convocation de la Conférence de 2012 contribuera à sa réussite en atteignant ses objectifs, à savoir l'application de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient au moyen d'un processus continu tel que le prévoit le quatrième Plan d'action (par. 7) du Document final de 2010. Ce processus est indissociablement lié au cycle d'examen de 2015. Le Plan d'action de 2010 a pris en compte le retard important qui s'est installé, en affirmant que la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité « déplore que peu de progrès aient été réalisés vers l'application de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient », et a rappelé que la « résolution reste valide jusqu'à ce que ses buts et objectifs aient été atteints », et ainsi la résolution reste en vigueur et son application se fait attendre, ce qui ne rend celle-ci que plus urgente.

17. La phase du processus dans le suivi de la Conférence de 2012 nécessite une feuille de route précise qui contient des objectifs concrets qui sont limités dans le temps, et qui sont liés aux sessions suivantes du Comité préparatoire du processus d'examen du Traité de 2015, en vue de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient. La feuille de route serait examinée par chacune des sessions suivantes du Comité préparatoire sur la base des rapports présentés au facilitateur. L'évaluation par les États parties au Traité des progrès réalisés en vue de la création de la zone doit faire partie intégrante de tous les documents finaux des sessions suivantes du Comité préparatoire dans le cadre du processus d'examen du Traité de 2015.

18. À ce titre, il est important que la convocation de la Conférence de 2012 résulte en la continuation de ses sessions sur une base régulière sous la supervision du Secrétaire général et du Bureau des affaires de désarmement, avec pour objectif de lancer un processus de négociation à la Conférence en vue de conclure un traité internationalement et effectivement vérifiable visant la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient.

19. Le Plan d'action de 2010 est clairement lié au processus préparatoire de la Conférence d'examen de 2015, comme en témoignent, par exemple, le paragraphe 7 b) du plan qui exige du facilitateur qu'il rende compte à la Conférence d'examen de 2015 et aux réunions du Comité préparatoire, et le paragraphe 9, qui prévoit que « La Conférence réaffirme que tous les États parties au Traité, en particulier ceux qui sont dotés d'armes nucléaires et les États de la région, devraient continuer de faire rapport sur les mesures prises en vue d'appliquer la résolution de 1995, par l'intermédiaire du Secrétariat des Nations Unies, au Président de la Conférence d'examen de 2015 ainsi qu'au Président des réunions du Comité préparatoire ». Cette déclaration souligne clairement que la période d'exécution pour atteindre l'objectif de la Conférence de 2012, qui est de créer une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient, est intimement liée à la période restante avant la convocation de la Conférence d'examen de 2015.

20. Le Plan d'action de 2010 a également adopté des mesures supplémentaires pour appuyer l'application de la résolution de 1995; notamment en demandant à l'AIEA, à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et aux autres organisations internationales compétentes de préparer des documents d'information

pour la Conférence de 2012 en ce qui concerne les modalités devant régir la zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive et leurs vecteurs, compte tenu des travaux précédemment entrepris et de l'expérience acquise.

21. Le Plan d'action de 2010 constate le rôle important de la société civile dans l'application de la résolution de 1995 et encourage tous les efforts à cet égard. Il convient en effet de prendre en considération les positions fortes de soutien de la société civile au Moyen-Orient et partout dans le reste du monde en faveur de l'application de la résolution de 1995 et la création de la zone, ainsi que l'opinion selon laquelle la société civile peut y contribuer.

22. Le Plan d'action de 2010 a également demandé à tous les États de s'abstenir de toute action susceptible d'empêcher l'application de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient.

23. Ayant à l'esprit ce qui précède, ainsi que les paragraphes 6 et 12 de la décision II adoptés à la Conférence sur les « Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires », ainsi que les résolutions 487 (1981), 687 (1991), 1172 (1998) et 1803 (2008) du Conseil de sécurité des Nations Unies, ainsi que les résolutions pertinentes adoptées à cet égard par l'Assemblée générale des Nations Unies, dont la plus récente est la résolution 66/25, et les parties pertinentes des documents finaux des Conférences d'examen de 2000 et 2010, les États parties au Traité devraient également considérer la liste non exhaustive d'actions et de mesures supplémentaires :

a) Il est indispensable que tous les États parties au Traité sur la non-prolifération d'armes nucléaires réaffirment leur engagement et qu'ils mettent en œuvre leur obligation, entre autres, de garantir que tout contrat prévoyant le transfert à Israël de matières brutes ou de produits fissiles spéciaux, d'équipements ou de matières spécialement conçus ou préparés pour le traitement, l'utilisation ou la production de produits fissiles spéciaux doit être assorti de l'obligation préalable, pour Israël, d'adhérer au Traité en tant qu'État non doté d'armes nucléaires et de soumettre toutes ses installations nucléaires au régime de garanties généralisées de l'AIEA. Le transfert de matériel, d'informations, de matières et d'installations, de ressources ou de dispositifs nucléaires en infraction avec les obligations incombant aux États parties en vertu du Traité et de l'accord prévoyant sa prorogation indéfinie constitue une violation substantielle du Traité. Il est nécessaire de respecter la lettre et l'esprit du Traité en matière de coopération technique avec les États non parties au Traité;

b) Tous les États parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, en particulier les États dotés d'armes nucléaires, sont invités à prendre les mesures pratiques nécessaires pour amener Israël à adhérer à cet instrument rapidement et sans conditions en qualité d'État non doté d'armes nucléaires et à soumettre sans délai toutes ses installations nucléaires aux garanties généralisées de l'AIEA.

24. La création de la zone prévue au Moyen-Orient fait partie intégrante du processus d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, car la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient et le contenu du Document final de la Conférence d'examen lui confèrent un lien juridique indissociable du Traité et, par la suite, elle a fait l'objet d'un plan d'action en 2010. Comme il a été rappelé précédemment, une responsabilité spéciale incombe aux États dotés d'armes

nucléaires, notamment aux États dépositaires qui ont coparrainé la résolution de 1995 en vue de l'appliquer. En outre, l'application du quatrième Plan d'action de 2010 est une responsabilité collective. En effet, le Plan d'action stipulait que « les États parties réaffirment leur détermination à prendre toutes les mesures nécessaires, à titre individuel et collectif, pour appliquer rapidement la résolution de 1995 » et que « la Conférence note que les cinq États dotés d'armes nucléaires ont réaffirmé, à la Conférence d'examen de 2010, leur engagement en faveur de l'application intégrale de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient ». En outre, le Plan d'action a fourni des exemples pour expliquer comment faire des efforts communs en vue de l'application de la résolution de 1995, comme le stipule le texte « toutes les offres visant à appuyer l'application de la résolution de 1995 seront examinées, y compris celle de l'Union européenne », et l'heure est venue d'examiner toute offre supplémentaire potentielle en ce sens. Ainsi il semble évident que la responsabilité d'appliquer le quatrième Plan d'action de 2010 ne repose pas uniquement sur les États du Moyen-Orient, mais que toutes les parties doivent faire des efforts pour réussir à appliquer la résolution de 1995, et que les États dépositaires ont une responsabilité particulière à cet égard de par le rôle particulier qu'ils jouent en appuyant le Traité dans son ensemble et plus particulièrement en co-parrainant la résolution de 1995.

25. Le Plan d'action de 2010 réaffirme également que tous les États parties au Traité, en particulier ceux qui sont dotés d'armes nucléaires et les États de la région, devraient continuer de faire rapport sur les mesures prises en vue d'appliquer la résolution de 1995, par l'intermédiaire du Secrétariat des Nations Unies, au Président de la Conférence d'examen de 2015 ainsi qu'au Président des réunions du Comité préparatoire qui se tiendront au préalable. Le Plan d'action de 2010 a également mandaté le facilitateur de faire rapport à la Conférence d'examen de 2015 et à ses comités préparatoires. Il est essentiel que les sessions suivantes du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015 mènent une discussion sur les rapports susmentionnés, en vue de tirer tous les enseignements nécessaires pour mettre en œuvre les obligations concernant le Moyen-Orient en vertu du Traité et des documents finaux de ses conférences d'examen.

26. Compte tenu des obligations et des engagements en vertu du Traité, des conférences d'examen qui ont suivi et des résolutions pertinentes adoptées par le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale et l'AIEA, il est important que les États parties au Traité divulguent, dans leurs rapports nationaux sur l'application de la résolution sur le Moyen-Orient, toutes les informations dont ils disposent sur la nature et la portée des installations et des activités nucléaires israéliennes, y compris les informations sur des transferts antérieurs d'articles nucléaires à Israël.

27. Les efforts de l'Égypte et les mesures prises en vue d'appliquer la résolution de 1995 sont notoires et ont fait l'objet de nombreux documents au cours des années. En effet, l'engagement actif de l'Égypte en ce sens s'est poursuivi jusqu'à aujourd'hui, notamment avec l'application du quatrième Plan d'action de 2010. Il convient de souligner à ce sujet l'engagement de l'Égypte dans les consultations concernant la nomination du facilitateur et la désignation du gouvernement hôte, ainsi que dans les consultations ultérieures avec le facilitateur. L'Égypte a mené et continue de mener des consultations avec les différentes parties à cet égard, au niveau bilatéral, régional, et international, notamment dans le cadre de la Ligue des États arabes. L'Égypte a participé également à un séminaire organisé par l'Union

européenne à Bruxelles en juillet 2011 conformément au Plan d'action de 2010, et a participé au Forum sur l'éventuelle pertinence de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient qui s'est tenu à Vienne en novembre 2011.

28. L'Égypte a également pris des mesures et accompli des efforts dans le cadre de la Ligue des États arabes en vue de l'application de la résolution de 1995 et du quatrième Plan d'action de 2010, notamment en organisant des réunions du Comité de hauts fonctionnaires des ministères des affaires étrangères et du Secrétariat afin de préparer la participation de tous les États arabes à la Conférence de 2012, et du Comité chargé de suivre l'activité nucléaire d'Israël en violation du Traité, et la préparation d'un document de travail arabe sur l'application de la résolution de 1995 qui sera présenté à cette première session du Comité préparatoire, ainsi que les décisions pertinentes prises lors de réunions du Conseil de la Ligue des États arabes au sommet et au niveau ministériel, dont la dernière en date est la décision du Sommet arabe à Bagdad à ce sujet du 29 mars 2012.

29. L'Égypte réaffirme le rôle du Comité préparatoire tel qu'il a été mis en relief dans la décision I adoptée à la Conférence d'examen de 1995 intitulée « Renforcement du processus d'examen du Traité », où il est réaffirmé au paragraphe 4 que « les réunions du Comité préparatoire auraient pour but d'examiner les principes, les objectifs et les moyens visant à promouvoir la pleine application du Traité, ainsi que son universalité et de faire des recommandations à ce sujet à la conférence d'examen ».
